



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection des
populations des Alpes-Maritimes
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société SONITHERM
33, boulevard de l'Ariane - Nice

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

N° 185

- VU** le livre I, titre VII, du code de l'environnement, notamment l'article L.171.8 ;
- VU** le livre V, titre I, du code de l'environnement, en particulier les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, modifié par les arrêtés ministériels du 3 août 2010 et du 18 décembre 2012 ;
- VU** les arrêtés préfectoraux qui réglementent l'exploitation par la société SONITHERM, d'une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés 33, boulevard de l'Ariane à Nice, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13804 du 4 juillet 2011 ;
- VU** les visites de contrôle effectuées par l'inspection des installations classées le 18 août 2012 et le 25 juin 2013 de l'usine d'incinération précitée ;
- VU** le courrier en date du 14 décembre 2011 adressé par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement à la société SONITHERM lui demandant de réaliser des mesures de niveaux sonores émis par l'exploitation de ladite usine d'incinération ;
- VU** les rapports n° 6588203-001-1 et n° 6588219-001-1 établis par l'APAVE à la suite des mesures de niveaux sonores effectuées en mars et juin 2012 en réponse à la demande précitée ;
- VU** les rapports de l'inspection des installations classées en date du 12 novembre 2012 et du 19 novembre 2013 faisant suite aux visites de contrôle susvisées ;
- VU** les courriers de l'inspection des installations classées en date du 12 novembre 2012 et du 19 novembre 2013 adressés à la société SONITHERM en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** qu'au vu des rapports de l'APAVE la société SONITHERM ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé du 4 juillet 2011 relatives aux valeurs limites de bruit admissibles dans l'exploitation de l'usine d'incinération ;
- CONSIDERANT** que cet écart à la réglementation a fait l'objet d'un constat lors de la visite d'inspection du 25 juin 2013 ;
- CONSIDERANT** que les modifications du périmètre d'exploitation autorisé de l'usine d'incinération par rapport à celui défini dans la demande d'autorisation d'exploiter déposée en 1995 n'ont pas été portées à la connaissance du préfet des Alpes-Maritimes contrairement aux dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 ;
- CONSIDERANT** que cet écart à la réglementation a fait l'objet d'un constat lors de la visite d'inspection du 10 août 2012 renouvelé lors de la visite d'inspection du 25 juin 2013 ;
- CONSIDERANT** que ces infractions peuvent porter atteinte aux intérêts environnementaux visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1 :

La société SONITHERM dont le siège social est situé 33, boulevard de l'Ariane – 06300 Nice, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située à la même adresse, de se conformer aux dispositions rappelées ci-après de l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011.

Article 1.5.1

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 6.2.1

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles dans le tableau ci-après dans les zones d'émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés
> à 35 dB(A) et < ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

On appelle émergence la différence entre le niveau ambiant, établissement en fonctionnement, et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt.

Article 6.2.2

L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) en limite de propriété	
	Jour (7h00 – 22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00 – 7h00) et dimanches et jours fériés
Limite de propriété de l'établissement	60	50

Les mesures des émissions sonores seront faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 – Délai de régularisation :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011 reprises à l'article 1^{er} ci-dessus, doivent être satisfaites à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant, au plus tard :

- **3 mois** pour le « porter à connaissance » au préfet (cf. article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2011) ;
- **6 mois** pour les niveaux limites de bruits admissibles (cf. articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2011).

Article 3 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions susvisées dans les délais impartis, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'environnement.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à la société SONITHERM,
- à M. Le député maire de Nice,
- au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le 30 DEC. 2013

~~Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet~~
CAB-A 337



Jean-Eric WINCKLER

